

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Réseau Ferroviaire Portuaire

REGENERATION DU PN 32 RIVE GAUCHE

Procédure adaptée (Article R.2123-1 du Code de la Commande Publique)

Date et heure limites de réception des offres

Le 08 février 2021 à 16h00

Règlement de la Consultation

Sommaire

Article 1er - Objet de la consultation.....	3
Article 2 - Conditions de l'appel d'offres	3
2.1 : <i>Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres</i>	3
2.2 : <i>Décomposition en lots</i>	3
2.3 : <i>Maîtrise d'œuvre.....</i>	3
2.4 : <i>Variantes et prestations supplémentaires éventuelles</i>	3
2.5 : <i>Modification de détail au dossier de consultation.....</i>	4
2.6 : <i>Délai de validité des offres</i>	4
Article 3 - Présentation des candidatures et des offres	4
Article 4 - Sélection des candidatures et jugement des offres	6
4.1 : <i>Sélection des candidatures</i>	6
4.2 : <i>Jugement des offres.....</i>	6
1) Evaluation du critère « prix ».....	6
2) Evaluation du critère « valeur technique ».....	7
4.3 : <i>Divers.....</i>	8
Article 5 - Mode de règlement du marché.....	8
Article 6 - Conditions d'envoi et de remise des offres.....	9
6.1 : <i>Transmission électronique.....</i>	9
6.2 : <i>Signature électronique.....</i>	9
6.3 : <i>Copie de sauvegarde.....</i>	10
Article 7 – Visite du site	11
Article 8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 : <i>Demande de renseignements</i>	11
8.2 : <i>Voies et délais de recours</i>	11

Article 1er - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :
La régénération complète du PN 32, Boulevard Maritime à Petit Couronne. Ce PN est composé de rails et contre-rail VIGNOLE et d'enrobé. Il sera reconstitué avec du rail à gorge et de l'enrobé. Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires à la régénération du PN 32.

Nomenclature Européenne :

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :
45234140-9travaux de construction de PN

L'Entité Adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires du marché. Cependant, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 2 - Conditions de l'appel d'offres

2.1 : Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée ponctuel non reconductible, passé en application des articles R.2123-1 1° et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

2.2 : Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti.

2.3 : Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Pôle Réseau Ferroviaire Portuaire
34 Boulevard de Boisguilbert
76000 ROUEN**

Maître d'œuvre : le Responsable du Pôle.

2.4 : Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées. Aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

2.5 : Modification de détail au dossier de consultation

L'Entité Adjudicatrice se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et ne pourront élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 - Présentation des candidatures et des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat qui en fait la demande à l'adresse suivante :

GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Pôle Réseau Ferroviaire Portuaire
34 Boulevard de Boisguilbert
76000 ROUEN

Il est également disponible via le profil d'acheteur du GPMR :

PLACE (Plate-forme des Achats de l'Etat) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EUROS.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées :

Pièces de la candidature :

- Lettre de candidature (formulaire DC1) et Déclaration du candidat (formulaire DC2) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME).
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2143-3 à 4 du Code de la Commande Publique :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Présentation des capacités techniques du candidat : preuve que le candidat dispose des moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des travaux prévus au marché ;
 - Présentation des capacités professionnelles du candidat : preuve que le candidat dispose de l'expérience et/ou du savoir-faire nécessaire(s) à l'exécution des travaux en toute sécurité ;
 - Attestation de visite du site ;
 - R.I.B (l'absence de ce document dans les dossiers de candidature n'est pas un motif d'élimination du candidat).

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché conformément aux articles R2143-5, R2143-6 à 10 et R2143-15 du Code de la commande publique :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n° 32) datant de moins de 6 mois ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- Preuve attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 3° de l'article L.2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, tel qu'un extrait K-Bis ;
- RIB.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents cités ci-dessus. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Les pièces contractuelles du marché seront datées et signées par le ou les représentant(s) qualifié(s) du ou des candidat(s).

Pièces de l'offre (complétées, datées et signées):

- Acte d'Engagement ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Bordereau des Prix ;
- Mémoire technique ;
- Détail Estimatif.

Article 4 - Sélection des candidatures et jugement des offres

4.1 : Sélection des candidatures

Les candidats devront impérativement justifier des capacités minimum suivantes :

- Capacité financière : Chiffre d'Affaires moyen minimum exigé sur les 3 dernières années supérieur ou égal à 500 000 € HT / an.
- Capacités techniques : les moyens proposés par le candidat devront être suffisants pour réaliser les travaux;
- Capacité professionnelle : les candidats devront justifier de leur expérience et de leur savoir-faire pour la réalisation de travaux similaires.
- Une déclaration justifiant, **dès la candidature**, la capacité (directement ou via un prestataire habilité) à exercer les tâches essentielles à la sécurité ferroviaire (TES C), à être en capacité de rendre les installations à la circulation ferroviaire (TES D voie) conformément à l'arrêté du 7 mai 2015 relatif aux tâches essentielles pour la sécurité.

Les candidatures qui ne disposeront pas des capacités suffisantes seront éliminées.

4.2 : Jugement des offres

Pour le jugement des offres, les critères de sélection retenus sont les suivants :

- Prix : 70%
- Valeur technique de l'offre : 30%

1) **Evaluation du critère « prix »**

Le critère « prix » sera jugé selon le total renseigné du Détail Estimatif, sur la base d'une note maximale de 70. La note attribuée à chaque candidat est obtenue par application de la formule suivante :

Note offre = (montant de l'offre la plus basse / montant de l'offre examinée) x 70

2) Evaluation du critère « valeur technique »

Dans un premier temps, le critère « valeur technique de l'offre » sera jugé sur la base du mémoire technique du candidat remis à l'appui de l'offre. Il sera noté sur 100 points, décomposés de la façon suivante :

- Les procédés et moyens d'exécution mis en œuvre pour la réalisation des travaux, sur 100 points ;
- Le planning d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases de chantier sur les périodes d'interception ferroviaire définies à l'article I.5.1 du CCTP, sur 100 points
- Une note sur les mesures de sécurité de la circulation, notamment concernant l'aptitude et la formation du personnel, l'organisation de la sécurité sur le chantier (TES C), les moyens mis en œuvre pendant les travaux et avant la reprise de la circulation (TES D voie), sur 100 points

Chaque sous-critère sera évalué par application d'une note variable appréciée comme suit :

100 points /100 : l'offre est excellente. Elle respecte complètement les besoins du CCTP en sécurisant l'exécution du marché sur le sous-critère considéré, en anticipant les possibles aléas et en prenant en compte l'ensemble des spécificités du marché.

75 points /100 : l'offre répond complètement au CCTP, l'ensemble des exigences est respecté et bien justifié pour le sous-critère considéré.

50 points/100 : l'offre répond strictement au CCTP, mais il manque des éléments pour étayer le dossier sur le sous-critère considéré.

25 points/100 : l'offre ne répond que partiellement au CCTP, les données sont incomplètes ou manquantes sur le sous-critère considéré.

0 point/100 : aucun mémoire technique, ou document très incomplet ne permettant pas d'apprécier l'offre sur le sous- critère considéré.

Les soumissionnaires se verront alors attribuer une note brute calculée de la manière suivante :

Note brute critère « valeur technique » (sur 300) = « note Sous-critère 1 » (sur 100) + « note Sous-critère 2 » (sur 100) + « note Sous-critère 3 » (sur 100)

Cette note brute donnera lieu ensuite à une note corrigée calculée de la manière suivante :

Note corrigée (sur 100) = $\frac{\text{Note brute VT}}{3}$

Note VT finale = $\frac{30 \times \text{Note corrigée du soumissionnaire}}{\text{Note corrigée du soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note corrigée}}$

Il est précisé que la formule relative à la note VT finale ne sera appliquée qu'au terme des négociations.

Note finale d'évaluation

La note finale établie sur 100 attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

$$\text{Note finale (sur 100)} = \text{note prix (sur 70 points)} + \text{note technique (sur 30 points)}$$

4.3 : Divers

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le Grand Port Maritime de Rouen se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats des articles R.2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par l'Entité Adjudicatrice pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier qui lui sera envoyé. Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 5 - Modalités de financement

Les prestations faisant l'objet de la présente consultation s'insèrent dans une opération dont le financement est assuré à hauteur de 40 % par la région, et 60 % par le GPMR.

Le titulaire du marché a la possibilité de céder ou de nantir sa créance. L'exemplaire unique du marché est délivré sur sa demande au titulaire.

Article 5 - Mode de règlement du marché

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, par virement bancaire. Les candidats devront joindre au dossier ci-dessus un relevé d'identité bancaire.

Article 6 - Conditions d'envoi et de remise des offres

6.1 : Transmission électronique

Les candidats devront obligatoirement transmettre leurs plis par voie électronique, sur le profil d'acheteur PLACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute offre dématérialisée enregistrée sur le site après la date et l'heure fixées au présent Règlement de Consultation sera réputée n'avoir jamais été remise et le candidat en est informé. Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (courriel, etc.).

Il est fortement conseillé aux candidats de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation. La création d'un compte permettra aux candidats de déposer leurs réponses, recevoir les alertes relatives à la modification du DCE, aux rectificatifs, aux demandes de compléments et accéder aux questions-réponses. La création d'un compte est simple.

Les candidats sont informés que s'ils ne s'inscrivent pas sur la plateforme avant de télécharger le DCE, ils ne seront pas informés des questions-réponses qui seraient déposées sur la plateforme ni des éventuels rectificatifs publiés sur la plateforme.

Les modalités de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics sont régies, notamment, par les articles R.2132-1 à 14 du Code de la Commande Publique, l'arrêté du 12 avril 2018 et l'arrêté du 22 mars 2019

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leur pli soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Il est fortement recommandé, lors d'un dépôt de pli électronique, de prévenir l'acheteur public à l'adresse suivante : marches.publics@rouen.port.fr en précisant :

- le nom de l'entreprise,
- l'objet du marché ou de l'accord cadre, la référence sur le site de l'acheteur,
- la date et l'heure du dépôt du pli électronique ainsi que la copie du récépissé électronique,
- les coordonnées de la personne responsable de l'offre.

Chaque candidat indiquera à l'acheteur une adresse mail pour permettre la communication dématérialisée via la plateforme PLACE durant la consultation, en complétant obligatoirement l'annexe au présent Règlement de la Consultation.

6.2 : Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché par les deux parties.

6.3 : Copie de sauvegarde

Il est conseillé aux opérateurs économiques de transmettre, en parallèle, une copie de sauvegarde sur papier ou autre support informatique placée dans un pli scellé. Pour être valablement utilisée, cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres et porter les indications suivantes :

Offre pour :

Régénération du PN 32

NE PAS OUVRIR

Copie de sauvegarde

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé à l'accueil du siège du GPMR (du lundi au vendredi, de 9h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h00) ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à savoir le 08 février 2021 à 16 h 00 et ce, à l'adresse suivante :

**Grand Port Maritime de Rouen,
Pôle Réseau Ferré Portuaire
34 boulevard Boisguilbert, BP 4075,
76022 ROUEN CEDEX 3**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée et /ou non conforme à la demande, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

La transmission de la copie de sauvegarde suit la procédure de présentation des offres. Conformément à l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

N.B. : La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 7 – Visite du site

La visite du site est obligatoire. Cette visite donnera lieu à la délivrance d'un certificat de visite nécessaire à la prise en compte du dossier de candidature de l'entreprise. L'original de ce document sera impérativement joint au dossier de candidature.

Personne à contacter pour les visites :

M. BUNEL D

Tel : 02 35 52 55 52

Mobile : 06 60 11 23 39

Mme THIRARD G

Tel : 02 35 52 55 53

Mobile : 06 64 02 20 37

Article 8 - Renseignements complémentaires

8.1 : Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil d'acheteur PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 : Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen

53, rue Gustave Flaubert

76000 Rouen Cedex

(e-mail):greffe.ta-rouen@juradm.fr

Téléphone : 02 35 58 35 00

Fax : 02 35 58 35 03

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'État du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

Dressé par le Responsable du Pôle
Réseau Ferré Portuaire

Vérifié par le Directeur Général du
GPMR

Rouen, le

Rouen, le

Didier SIMON

Pascal GABET